

CLÉMENT, Alain (2005). *Outre-mers : revue d'histoire*. N° 348-349. « Les mercantilistes et la question coloniale au XVI^e et XVII^e siècles ».

Les mercantilistes et la question coloniale aux XVI^e et XVII^e siècles

Alain Clément, Université François Rabelais de Tours, Faculté de Droit et d'Economie, 50, Avenue Portalis, Boite Postale 0607, 37206 TOURS Cedex 03, et UMR du CNRS 5206-Triangle ; clement@univ-tours.fr

Résumé

L'enrichissement monétaire est l'un des objectifs les plus souvent cités dans les œuvres mercantilistes du XVII^e siècle en France et en Angleterre. Alors que le concept de marché n'existe pas encore réellement avant la fin de cette période, il y a débat sur les meilleures façons de s'enrichir. Une réflexion d'importance s'est construite autour des « colonies », de leur rapport à l'enrichissement de la nation et des moyens politiques et économiques que l'on peut mobiliser pour augmenter cette richesse. Trois conceptions se sont dessinées au cours de cette période. La première conception « prédatrice » conçoit les colonies comme une façon de s'enrichir par un commerce inéquitable, sans quasiment aucun investissement lourd sur place. La seconde conception est celle d'un enrichissement dont l'origine tient au développement économique de la colonie et à des échanges plus équilibrés (même s'ils doivent être exclusifs), entre la colonie et la métropole. Enfin la troisième conception voit dans l'entreprise coloniale, une source d'appauvrissement plus que d'enrichissement. Ces trois perspectives constituent le véritable fil rouge dans l'histoire du débat sur les colonies tout au long des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

Mots clefs : colonisation - mercantilisme - enrichissement monétaire

Abstract

Monetary enrichment was among the hottest topics in mercantilist writings of 17th century France and England. How might wealth best be increased in a world which, until the close of this period, was to remain largely without the concept of the market? Colonies came to be seen as a means of increasing the home nation's wealth given the right political and economic conditions. The economists of the day enquired into whether colonies could enrich the nation, and if so how they might best contribute to this. Three views on this formed over the course of the period. The 'predatory' view saw the colonies as a means of enrichment through unfair trade with no major local investment. A second view was that the economic development of the colonies should be promoted as a basis for trade on a more equitable, albeit exclusive, basis with the home nation. The third view held that colonies were the road to the impoverishment rather than the enrichment of the home country. These three views underpinned discussion of the colonial question throughout 18th, 19th and 20th centuries.

Key words : colonization – mercantilism – monetary enrichment

La colonisation en Europe démarre au début du XVI^e siècle avec la découverte des Amériques. L'une des premières raisons de ces explorations est liée à la pénurie de métaux précieux au XV^e siècle, qui gêne le développement du commerce européen. Aussi l'intégration de ce continent, mais aussi de l'Afrique, aux circuits économiques mondiaux, s'est-elle essentiellement exprimée par leur contribution en or et en argent, et en hommes avec la traite atlantique¹. Le goût de plus en plus affirmé pour des denrées comme le sucre incitèrent à la mise en exploitation de nouveaux territoires hors de l'Europe². Enfin existe une volonté d'échapper au monopole vénitien et génois dans l'approvisionnement national en épices et soieries d'Orient³. Ainsi, l'aventure coloniale s'assimile dès le départ à une aventure économique, commerciale, financière, mais aussi, à une aventure politique et religieuse⁴. Les premières expéditions portugaises et espagnoles, sont suivies, par la France, dès 1524 sous François I^{er}, avec beaucoup de modestie⁵, par la Hollande, en 1595, avec des mobiles surtout financiers, et par l'Angleterre, au tout début du XVII^e siècle, avec des mobiles commerciaux d'une part⁶ et religieux d'autre part, en favorisant sa double implantation territoriale et commerciale. Pourtant, au-delà de tous ces arguments, parfaitement justifiés dans leur entreprise de légitimer les aventures coloniales, il est important de prendre en compte, également, dans ce « désir » de colonies la spécificité du discours économique lui-même, son histoire, avec ses débats et ses controverses, de resituer les analyses économiques développées, dans le corpus théorique de cette époque.

Sur le plan des idées, cette période correspond à la grande époque du mercantilisme au cours de laquelle les préoccupations pécuniaires à la fois des hommes d'Etat et des penseurs tranchent nettement avec la conception aristotélicienne, marquée par le rejet de l'amour du profit. Les conceptions mercantilistes s'affranchissent très progressivement de la morale, l'économie tendant non pas à devenir de plus en plus autonome, mais première, tout en se situant au cœur du politique⁷. L'économie passe de la famille et de la cité au royaume, elle devient la partie principale de l'Etat, dont la puissance et la richesse sont devenues sa principale raison d'être⁸. L'enrichissement des individus est souhaitable car c'est aussi indirectement l'enrichissement du Prince et de l'Etat. Si l'or et l'argent sont considérés comme les formes les plus désirables de la richesse, ce n'est cependant pas la richesse en soi mais la richesse en excédent qui est importante⁹. La recherche d'une balance excédentaire du commerce résume bien les objectifs poursuivis¹⁰. C'est donc un lieu commun de considérer dès le XVI^e siècle et tout au long du XVII^e siècle, la pratique du commerce extérieur comme la meilleure façon de s'enrichir.

Dans ce contexte intellectuel, l'aventure coloniale, du point de vue des économistes mercantilistes, prend toute sa place car elle peut contribuer à l'expression de la puissance et de la richesse des Etats : elle est source de puissance politique (la rivalité des nations se poursuit dans les conquêtes coloniales), elle est source d'enrichissement monétaire (l'or et l'argent d'outre mer sont convoités par tous les Etats), elle est source d'enrichissement par l'approvisionnement avantageux d'un certain nombre de produits de base (poivre et autres épices, coton, soie, indigo, café, tabac, sucre...) nécessaires aux activités manufacturières nationales.

Au-delà d'une prise de position que nous verrons largement acquise aux activités coloniales, de profondes divergences demeurent dans la manière de lier colonisation et enrichissement.

En effet, non seulement, les modalités de colonisation sont très différentes : la colonisation de peuplement et la colonisation commerciale, mais aussi, les intérêts et les jugements sont très contradictoires sur les objectifs poursuivis, et sur les conséquences que produisent ces politiques coloniales. En analysant la littérature de cette période, aussi bien en France qu'en Angleterre, on reste frappé par l'extrême diversité et par la densité des débats et des ouvrages ou pamphlets sur la question, qui traitent tous, soit à titre principal, soit à titre particulier, de la question coloniale, comme un des enjeux économiques majeurs de la période. Schématiquement, trois conceptions se sont dessinées au cours de cette période. La première repose sur une colonisation de peuplement : le développement économique de la région colonisée doit être assuré, car il est à l'origine de l'enrichissement de la métropole, à condition que les échanges entre la colonie et la mère patrie soient exclusifs¹¹ ; la colonie est, dans ce cas, une simple extension de la nation. La seconde conception, qui concerne plutôt une colonisation de comptoir, envisage les colonies davantage comme une façon de s'enrichir par un commerce asymétrique, inéquitable, sans quasiment aucun investissement lourd sur place¹². Enfin, la troisième conception voit dans l'entreprise coloniale, une source d'appauvrissement plus que d'enrichissement¹³. Ces trois perspectives constituent le véritable fil rouge, le socle sur lequel se construit le débat sur les colonies, tout au long des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

1 - Les colonies de peuplement au service de la nation : autosuffisance et enrichissement

La colonisation dans son sens originel (colonie en latin signifie *colere* : cultiver) est une colonie de peuplement. C'est cette forme-là qui reçut les suffrages des premiers mercantilistes. Elle symbolise selon eux la réussite des entreprises conduites par les Grecs et par les Romains. Mais, elle répond, aussi et surtout, aux exigences et aux objectifs que les premiers économistes se sont fixés : puissance et richesse. Bodin, Montchrétien, Davenant et Child en Angleterre (qui montre que la seule exploitation des mines d'or dans les colonies espagnoles a été une opération très négative pour l'Espagne) sont les partisans les plus représentatifs de cette forme de colonie. Celle-ci symbolise également la véritable richesse : la richesse matérielle, celle à laquelle on demeure très attaché. Par exemple, à la fin du XVI^e siècle, Bodin présente son pays comme un lieu privilégié, et riche naturellement : « Depuis que Dieu posa la France entre l'Espagne et l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne, il pourvut aussi qu'elle fût la mère nourrice portant au sein le cornet d'abondance qui ne fut onques et ne sera jamais vuide »¹⁴. Montchrétien est aussi très élogieux sur les richesses de la France qui dispose : « des cinq sources inépuisables de richesse naturelle [...] le bled, le vin, le sel, les laines, les toiles »¹⁵. L'Angleterre est également pourvue de cette richesse naturelle qui comprend : « Le produit de la pêche, la laine, le bétail, le blé, le plomb, l'étain, le fer, tout ce qui sert à la nourriture, à l'habillement et aux munitions »¹⁶. Dans ces conditions, les terres colonisées peuvent être l'occasion de produire et d'acquérir de nouvelles richesses, semblables ou différentes. Tous les mercantilistes raisonnent sur la base d'une richesse limitée : « Le profit de l'un est dommage de l'autre »¹⁷. Comme par ailleurs, toutes les grandes nations sont déjà constituées, il faudrait, nous dit Montchrétien « pour acquérir un pouce de terre sur son voisin, répandre une mer de sang [...] il faut donc changer de méthode et de lieux pour acquérir le glorieux titre de conquérant à bonnes enseignes »¹⁸. L'extension du royaume doit se faire à partir de l'outre-mer. La colonie devient ainsi un nouvel enjeu politique et économique. Si Montchrétien, par exemple presse, Louis XIII dans cette aventure maritime et coloniale, c'est qu'il a sous les yeux l'exemple des Portugais, Espagnols, Anglais et Hollandais et « ne les suivre point (ou plutôt ne les devancer point)¹⁹ serait un reproche éternel à notre courage »²⁰. Cette aventure coloniale est « la nécessité même des temps »²¹. Les colonies peuvent ainsi renforcer le pouvoir de la nation, sa capacité à s'auto suffire. Les

fonctions qui leurs sont assignées s'inscrivent nettement dans le projet mercantiliste, y compris, sur le plan plus discutable de la question démographique.

A- Les colonies et l'hémorragie démographique : menace ou source d'enrichissement ?

L'argument démographique est naturellement le premier évoqué, car d'emblée, une colonisation de peuplement suppose l'existence de courants migratoires en faveur des terres colonisées. Or, pour la plupart des mercantilistes, la population est la richesse première. Ainsi pour Bodin : « Il n'y a richesse, ni force que d'hommes »²² ou pour Montchrétien : « De ces grandes richesses la plus grande, c'est l'inépuisable abondance de ses hommes »²³. Ce point de vue est encore défendu ultérieurement par les mercantilistes de la fin du XVII^e siècle comme Child qui formulait la même idée : « La plupart des nations qui composent le monde policé, sont plus ou moins riches ou pauvres à proportion de la rareté ou de l'abondance du peuple et non à proportion de la stérilité ou fertilité de leurs terres »²⁴, ou Davenant qui écrit : « Les peuples étant la matière de la puissance et de la richesse, la nation gagnera par leur travail et leur industrie »²⁵. Toute hémorragie pourrait être ressentie comme un manque à gagner, voire comme un appauvrissement. Pourtant, sur ce plan-là, l'argument est vite écarté : les colonies sont une échappatoire pour les pauvres restés à la charge de la nation.

a- Les colonies : une chance pour les pauvres et pour la nation !

L'existence d'un nombre important de pauvres, de mendiants, de sans-travail, attesterait selon les mercantilistes, de l'existence d'un trop-plein, que les colonies seraient susceptibles d'absorber, sans que l'Etat s'appauvrisse. Bodin est le premier à trouver dans la forme de colonisation qu'adoptèrent Grecs et Romains, un tel avantage : « Les Romains se sont toujours montrés en cela courtois et bien avisés, envoyant colonies de leur ville habiter les terres conquises, en distribuant à chacun certaine quantité : et par ce moyen ils chassaient de leur pays les pauvres, les mutins, les fainéants, et se fortifiaient de leurs gens contre les peuples vaincus, lesquels peu à peu contractaient mariages et amitiés [...] Au lieu que la plupart des Princes vainqueurs mettent des garnisons de gendarmes, qui ne servent que de piller et mutiner les sujets »²⁶. Dans le livre troisième du *Traité d'Economie Politique*, Montchrétien voit dans ces implantations coloniales un double avantage, en faveur de la France. C'est d'abord un moyen, d'accorder aux plus pauvres une occupation, utile et avantageuse à la collectivité, sur le plan économique : « Combien y a-t-il d'hommes chargés de grandes familles, vivant en extrême pauvreté, de mœurs innocentes et louables au reste ? C'est de ces gens, non de fainéants, de scélérats et de criminels qu'il faudrait peupler un nouveau monde ! il vous en viendrait de l'honneur et du profit tout ensemble »²⁷. C'est ensuite un moyen d'endiguer les mouvements migratoires de France vers l'Espagne, qu'il juge préjudiciable : « Il vaudrait encore mieux que les François servissent à la France qu'à l'Espagne »²⁸.

En Angleterre, on développe le même type d'analyse. C'est par exemple le cas dans un texte de 1583 : « En plus de cela, la colonisation apportera un bénéfice général dans notre pays, non seulement un grand nombre d'hommes qui vivent maintenant dans l'oisiveté ici, et représentent un poids, une charge et ne rapportent pas à ce royaume, seront mis de ce fait au travail, mais aussi leurs enfants âgés de douze ou quatorze ans, ou en dessous, seront éloignés de l'oisiveté, en faisant mille sortes de choses futiles, qui seront être de bonnes marchandises pour ce pays. Et encore plus, nos femmes oisives (que le royaume peut bien épargner) seront employées en arrachant, teignant et séparant des plumes, en tirant, battant et travaillant le chanvre, et en cueillant le coton, et diverses choses à la teinture.... et les hommes peuvent

s'employer en travaillant dans les mines, et dans les activités de labour, et même en chassant la baleine... en plus de la pêche à la morue, au saumon, au hareng, et en abattant des arbres »²⁹. Le sentiment partagé d'une surpopulation rend plus acceptable l'idée d'une migration vers les colonies, qui apparaît comme un véritable remède. Non seulement le poids des indigents disparaît, mais également les colons travailleront ailleurs, et produiront des richesses dont profitera la métropole. On retrouve cette analyse chez Francis Bacon, dans ses *Essais*, mais aussi chez Malynes, autre figure importante du mercantilisme anglais du début de ce siècle : « A moins que les trois maux de ce monde que sont les guerres, les famines et les épidémies purgent ce grand corps, tous les royaumes et pays peuvent devenir très peuplés et les hommes peuvent vivre difficilement en toute tranquillité et sans danger. En conséquence, on doit chérir et louer les marchands qui cherchent à découvrir de nouvelles contrées »³⁰.

Cette analyse perdure dans les dernières décennies du XVII^e siècle. C'est encore l'argument du moindre mal et du moindre coût qui prévaut. Comme le remarque Child, la Virginie et les Barbades sont peuplées par « une sorte de gens fainéants, vagabonds, vicieux et destitués de moyens de vivre chez eux, peu propres au travail, si décriés par leur débauche, leur habitude de voler, leur ivrognerie, que personne ne voulait les employer à rien [...] Ces gens-là étaient tels, que s'il n'y avait pas eu de colonies anglaises dans le monde, ils n'auraient jamais pu vivre en Angleterre »³¹. Evoquant également le peuplement de la Nouvelle Angleterre par les puritains, Child montre que dans tous les cas, ces gens auraient été chassés du territoire, se seraient réfugiés en Allemagne ou en Hollande, et ces pays-là auraient directement profité de cet apport humain. Les colonies représentent donc non seulement un moindre mal, mais elles permettent aussi, de conserver dans le champ de la nation, des gens que « l'Angleterre aurait toujours nécessairement perdus, si le Roi n'avait pas eu des colonies où ils eussent pu se réfugier »³². En revanche, en peuplant une terre sous domination britannique, ils contribuent indirectement à l'enrichissement de la nation. Enfin, Child évoque le cas d'un pays qui peut parfois ne pas nourrir tout son peuple, et dans ce cas-là, il considère que : « Si nous n'avons en Angleterre de l'occupation que pour cent personnes, et qu'il en soit né et s'en soit élevé parmi nous 150, je dis qu'il faut qu'il y en ait 50 qui sortent du pays »³³.

C'est dans des termes très voisins que Davenant justifie à son tour l'un des rôles des colonies de peuplement. En effet, les nouveaux espaces d'expansion coloniale doivent servir d'exutoire aux gens indésirables dans leurs pays, qui représentent plus une charge qu'un manque à gagner, s'ils quittaient leur territoire, car ces migrants ne sont que « des gens dont les crimes et débauches seraient rapidement destructeurs, ou dont les besoins les pousseraient en prison ou les forceraient à mendier, et les rendraient ainsi inutiles et en conséquence seraient un poids pour le pays »³⁴. La colonie présente ainsi un double avantage, d'abord d'écarter les personnes « dont les vices ou les besoins seraient destructeurs à l'intérieur du pays »³⁵ et surtout, d'éviter que ces gens, qui peuvent néanmoins contribuer à créer de la richesse, aillent le faire ailleurs, dans des pays concurrents, notamment en Hollande au Danemark ou en Suède. Ces courants migratoires-là auraient représenté pour l'Angleterre une perte. Ainsi les colonies pour Davenant, comme pour Child, constituent « un refuge pour ces gens égarés par hasard, trompés, où leur travail et activité est plus utile à leur mère patrie »³⁶.

b- Quelques points de vue contraires

Un certain nombre de mercantilistes attestent cependant que les colonies ont dépeuplé la mère patrie. C'est le cas de William Petyt (que l'on ne doit pas confondre avec William Petty) quand il affirme notamment que : « Notre commerce avec les colonies nous a volé des

millions de livres dans la perte des manufactures »³⁷. D'autres auteurs critiquent plus précisément l'émigration d'artisans et travailleurs qualifiés³⁸. Les plus farouches opposants à la colonisation tels Petty ou Coke, critiquent naturellement ces flux migratoires, qui tendent à affecter la puissance de leur pays. Ainsi pour Coke : « L'abondance de notre peuple a diminué en peuplant les colonies et en repeuplant l'Irlande depuis la dernière guerre et le dernier massacre : aussi la puissance et le commerce de notre nation ont été réduits proportionnellement »³⁹. Coke regrette aussi l'hémorragie démographique vers les colonies, et en particulier en Virginie ou dans les îles de l'atlantique : « L'Irlande et nos colonies ont épuisé nos hommes, en conséquence, notre commerce et notre puissance ont été réduits et ralentis »⁴⁰. Cette perte de main-d'œuvre joue directement sur les activités maritimes de l'Angleterre car, pour exercer ce type de commerce, il faut des navires mais aussi des hommes, : « Pour avoir réserver le commerce avec nos colonies, nous avons négliger le commerce du poisson dans lequel les Hollandais dans une certaine mesure en sont devenus en un temps très court les maîtres et en conséquence ont acquis l'avantage incomparable sur nous dans le commerce de nos colonies »⁴¹. Coke enfin refuse de croire que les gains du sucre et du tabac compenseraient les pertes humaines, représentées par les flux migratoires⁴². Petty, qui demeure persuadé que l'entreprise coloniale enregistre plus de coûts que de bénéfices, partage également ce point de vue.

c- Des arguments contestés par Child et Davenant

Child et Davenant répondent à ces objections. Ils le font d'autant plus fermement, qu'ils souscrivent aux thèses populationnistes, et que ces types d'argument, dans l'absolu, leur paraissent recevables. Contre les effets redoutés d'une hémorragie démographique, la première raison, empirique, est donnée par Davenant. En dépit de ces mouvements de population « le nombre de nos habitants a augmenté d'environ 900 000, ce qui ne pourrait être une perte de richesse, si les colonies représentaient un drain »⁴³. La deuxième raison, donnée par Child, tend à montrer que le mouvement migratoire peut s'inverser, si celui-ci s'avérait excessif dans un premier temps, car : « Une grande disette de peuple occasionnerait des salaires plus considérables, et si nos lois donnaient de l'encouragement et des facilités pour s'établir parmi nous, elles nous procureraient un supplément de peuple »⁴⁴. Enfin le développement économique de la colonie de peuplement peut même être à l'origine d'une croissance démographique de la métropole, par le développement de l'emploi que ces relations économiques suscitent : « Si nous tenions le commerce de nos colonies étroitement attaché et confiné à l'Angleterre, bien loin d'éprouver de la diminution dans le nombre de ses habitants par la quantité de ceux qui passent dans nos îles il en résulterait au contraire une augmentation considérable d'habitants dans le royaume par l'occupation que les consommations des habitants de ces colonies et le transport des choses dont ils ont besoin donnent à ceux de la métropole »⁴⁵.

Globalement, en dépit des thèses populationnistes auxquelles tous les mercantilistes restent attachés, on a tendance à penser que l'émigration apparaît comme un moindre mal, quand il s'agit soit de pauvres à la charge de la société, soit de personnes qui auraient migré dans tous les cas vers d'autres pays d'Europe (pour des motifs notamment religieux ou politiques), soit de vagabonds et de délinquants qui auraient nui à la nation. Mais surtout, en percevant la colonie comme une simple extension de la nation (une nouvelle France selon l'expression de Montchrétien et de Colbert), le peuplement de ces terres ne peut être simplement assimilé à une perte d'hommes. En revanche il peut s'avérer très utile dans la mise en route d'une production, agricole en particulier, entièrement acquise à la mère patrie.

B- L'enrichissement par l'approvisionnement en produits de base : vers l'autosuffisance ?

Dans l'analyse mercantiliste, les matières premières jouent un rôle important dans le processus d'enrichissement des nations. Leur importation est très souvent jugée nécessaire, même si l'on demeure persuadé que son propre pays peut être, et doit être, autosuffisant. En revanche, l'importation de biens manufacturés est vivement déconseillée⁴⁶, car elle entraîne des sorties d'or et d'argent susceptibles d'appauvrir le pays, et donc d'affecter sa puissance. De ce point de vue, les colonies apparaissent comme une source précieuse et complémentaire d'approvisionnement en produits de base, et source d'enrichissement.

a- Le point de vue des mercantilistes français : de nouvelles « Frances » au service de la France

Moins de sorties d'or et d'argent

La France doit se passer d'autrui le plus possible, mais elle doit importer un certain nombre de produits, qui lui sont indispensables, et c'est ce que peuvent apporter justement les colonies. Pour Montchrétien, la colonie apparaît bel et bien comme un prolongement de la France en tout point. Ce nouveau monde est l'occasion de « planter et de provigner de nouvelles Frances »⁴⁷ de réaliser l'autarcie économique qui lui est chère : « Nous aurions des nôtres mêmes ce que nous achetons si cher des étrangers : soie, coton, baumes, liqueurs, gommes, bois médicinaux... »⁴⁸. L'Amérique est une terre de richesse qui, sous contrôle français, pourrait rendre la nation totalement autosuffisante⁴⁹. En effet comme « ils doivent produire les choses qui nous sont plus de besoin en ce royaume, on y pourrait semer et planter des arbres et semences propres à beaucoup moins de frais [...] on y pourrait cultiver les vignes, et planter les oliviers avec grand profit »⁵⁰. Non seulement on pourrait cultiver tout ce que l'on produit en France, ou tout ce que l'on se procure dans d'autres pays tels la Turquie, la Perse ou la Chine, mais on pourrait « détourner, par ce moyen, le cours des sommes excessives que les pays de l'Empereur des Turcs et de l'Italie tirent tous les ans de la France. On obtiendrait ainsi de nos propres concitoyens ce que l'on achète très cher aux étrangers »⁵¹. Par l'approvisionnement en matières premières et en produits de base, la colonie contribue à réduire les sorties d'espèces monétaires. En ce sens, elle consolide, voire contribue, à augmenter le trésor de la nation.

C'est dans le même esprit que Colbert envisage le rôle des Antilles. Il fait le constat que certains produits ne peuvent être obtenus que dans des zones climatiques particulières et que, d'autre part, les Hollandais ont le quasi-monopole de ces produits. Ces derniers vendent à la France chaque année pour environ 3 millions de livres de produits tropicaux (sucre, tabac, indigo, coton...), qu'ils produisent avec une main-d'œuvre servile via l'Afrique. Ils emploient également environ 6 000 marins et 200 navires pour réaliser ce commerce. Pour Colbert, il faut une nouvelle fois détrôner les Hollandais, et participer au commerce et à la production de ces biens de la même manière que la Hollande. La raison est d'abord financière : rendre excédentaire la balance du commerce. Les Antilles doivent produire dans l'intérêt exclusif de la métropole, en réservant la production des produits coloniaux à la Compagnie des Indes occidentales, créée en 1665 à cette intention.

Au-delà des économies : la constitution d'une grande France

Les mercantilistes français n'envisagent pas les colonies comme de simples pourvoyeuses de matières premières : ces régions doivent connaître aussi un développement économique, même si un certain nombre de contraintes leurs sont imposées. Elles doivent faire partie de la nation, seul un océan les sépare de la métropole. Elles contribuent ainsi à la constitution d'un grand marché « intérieur » qui profiterait aux deux parties : « Il s'ouvrirait par ce moyen, tant ici que là, de grandes et inépuisables sources de richesse. Car, premièrement, les sujets d'un et d'autre côté auraient une si ample vente et revente de toutes et telles manufactures qu'ils pourraient faire ou porter dont l'abondance proviendrait de la pratique des moyens écrits en deux traités précédents, qu'à l'emploi s'adjoindrait l'accommodement de tout autant d'hommes qui maintenant y sont, et qui désormais y pourront être, soit qu'ils s'adonnent aux artifices ou aux armes »⁵². Dans cette entreprise coloniale, Montchrétien non seulement compte sur des Français qui auraient des opportunités de s'enrichir, mais aussi sur ces *sauvages* qu'il pense pouvoir « assimiler ». Il les juge bons et capables d'adopter nos comportements et manières car, souligne-t-il, « Ils peuvent être nourris et accoutumés par doctrine et par imitation (amoureux et admirateurs qu'ils sont de nos mœurs et façons de faire) »⁵³.

Les projets de Colbert à propos du Canada témoignent également de sa volonté de ne pas faire de cette région une simple colonie dépendante de la métropole mais bien une extension du royaume, outre-mer, une *Nouvelle France*⁵⁴. Un argument qui va dans ce sens est le souhait de voir se constituer une véritable colonie agricole, et que disparaisse chez les colons l'activité de « coureur de bois » qui n'est pas compatible avec l'objectif de fonder une véritable colonisation et exploitation des terres. Colbert relève un obstacle à cette colonisation : « L'une des choses qui a apporté plus d'obstacles à la peuplade du Canada a été que les habitants qui s'y sont allés établir ont fondé leurs habitations où il leur a plu [...] ils ont pris des concessions pour un espace de terres qu'ils n'ont jamais été en état de cultiver par leur trop grande étendue »⁵⁵. Pour confirmer cette volonté, Colbert exige en 1665 un regroupement de l'habitat et une exploitation effective des terres dont les colons sont propriétaires. Ses instructions traduisent une nouvelle fois la volonté de vouloir organiser l'activité agricole sur le mode de la *vieille France*.

Vauban, précurseur du XVIII^e siècle : établir d'autres « Frances » à part entière !

Vauban, auteur d'un texte consacré aux colonies⁵⁶, partage cette même idée d'une extension de la France. Mais il va plus loin dans son analyse puisque, selon lui, on devrait parvenir à la constitution d'un royaume à part entière, et pas seulement à la constitution d'une nouvelle France au service de la France. Le Canada correspond au cas de figure où l'implantation de la colonie n'a pas été suivie d'une expansion et d'un développement économique véritable. Il critique en particulier le régime de l'Exclusif, qui permet à des marchands d'exploiter les colons, aussi bien dans les produits qu'ils leurs vendent que dans les produits qu'ils leurs achètent. D'une façon plus générale, il faut, pour éviter tout échec ou abandon précipité d'une région colonisée, s'assurer des conditions naturelles de l'espace à conquérir « de la qualité de l'eau [...] de celle des eaux, [...] de la fertilité du pays [...], de la facilité du commerce, [...] il faut un grand territoire fertile quelques bonnes côtes bien exposées »⁵⁷. Ces observations doivent permettre de savoir si on peut envisager une colonisation agricole mais aussi manufacturière, ou pas. Comme Vauban ne conçoit pas par ailleurs une colonisation avec un faible peuplement il propose, un peu à la manière des Anciens, une occupation initiale, et par rotation partielle, par des soldats « cinq ou six bataillons bien complets, et plus si l'on en veut, à relever tous les cinq ans, pendant trente années de suite »⁵⁸. Cette condition nécessaire suppose un approvisionnement initial de populations de colons par des moyens publics

importants, le temps de mettre sur pied une véritable exploitation agricole des terres, du sous-sol, des zones de pêche et de chasse. Ainsi, Vauban estime qu'il « faudra les bien munir de tout ce qui leur sera nécessaire, savoir : de vivres pour une année ou deux, de vivandiers, de petits merciers et marchands, d'aumônier, de médecins [...] haches, scies, serpes, [...] plus d'une très grande quantité de bons outils de réserve, de toutes les espèces nécessaires au débit des bois, au labourage et au défrichement des terres »⁵⁹. Le développement ne peut enfin être envisagé sans une croissance démographique suffisante, et c'est pourquoi, outre le peuplement par envoi de soldats, doivent-être encouragés les mariages précoces et le mariage tout court.

Une fois ce développement assuré, la colonie se développerait comme un pays à part entière, surtout si elle bénéficie d'une totale liberté de commerce, ce qui sous-entend de renoncer au régime de l'Exclusif. L'objectif est de faire des colonies l'équivalent d'un royaume, d'un pays à part entière, « de les enfanter pour ainsi dire et les mettre en état de s'accroître et de s'agrandir en fort peu de temps de leur propre cru, jusqu'au point d'égaliser, voir de surpasser un jour le vieux royaume »⁶⁰. A cette puissance accrue sur les plans économique et politique peut enfin s'ajouter le prestige qu'un Roi peut retirer d'un pays qu'il a contribué à sortir d'un état de misère et de « vide » quasi total.

Si la position de Vauban tranche, par sa volonté de faire des colonies des royaumes ultérieurement émancipés, la plupart des autres mercantilistes français, à l'exception de Bodin, souhaitent que le développement économique des colonies soit systématiquement et parfaitement organisé au service de la métropole. En devenant de nouvelles « Frances » elles contribueraient à renforcer la puissance politique, la puissance économique, commerciale et financière de la France. Elles répondraient particulièrement bien aux objectifs revendiqués par les mercantilistes : puissance et richesse. Cette conception est encore plus explicitement formulée par les mercantilistes anglais.

b- Maintenir et renforcer la dépendance des colonies pour les mercantilistes anglais

Les raisons d'une colonisation de peuplement sont, pour les mercantilistes anglais, globalement très utilitaires. Elles permettent d'écarter les indésirables du pays. Sur le plan économique, elles doivent permettre à l'Angleterre d'obtenir un excédent de leur balance du commerce grâce aux économies engendrées. Elles peuvent ouvrir de nouveaux marchés, mais aussi stimuler la production et l'occupation des hommes sur le territoire national, mais doivent rester dans le giron exclusif de la nation mère.

Les colonies brisent les liens de la dépendance à l'égard des pays européens

Les mercantilistes anglais considèrent, à leur tour, que les colonies sont une source importante d'approvisionnement en matières premières. En particulier, le sel pour la conservation du poisson, la potasse et les colorants pour l'industrie textile, et les biens nécessaires à la construction des bateaux (bois de charpente, poix, lin, chanvre, cordage...) paraissent comme des produits d'une grande importance stratégique, à propos desquels, une dépendance à l'égard des autres pays européens n'est pas souhaitable, tant pour des raisons politiques que pour des raisons économiques. Optimistes, les Anglais demeurent persuadés que tous ces produits peuvent leur parvenir, et à moindre frais, de leurs colonies, comme l'affirme Robinson dans un texte de 1652 « ce qui sera possible, si nous agrandissons nos colonies étrangères commodément et allons fouler le sol des Barbades, des Indes occidentales et orientales, Non seulement nous pourrons nous approvisionner nous-mêmes en toiles pour nos

bateaux à voiles, en mât, bois de charpente, et de toutes autres choses nécessaires à la navigation dans nos propres dominions ; mais aussi, si un petit bout de terre, comme l'est l'Angleterre, avec ses dominions, ne s'agrandit pas dans les générations futures, je crains qu'elle ne sera pas reconnue par l'Espagne, le Portugal, les Provinces-Unies et d'autres nations européennes, qui y parviendront et seront armées entre cinq et dix fois plus en puissance et richesse à partir de l'Asie, de l'Afrique ou des colonies américaines »⁶¹. En limitant les importations en provenance des autres pays européens, des Pays-Bas et de la France en particulier, la nation britannique devrait s'enrichir par le moindre coût de ses importations. Elle devrait s'enrichir aussi par sa capacité à fabriquer de nouveaux produits manufacturés, à partir de ces matières premières, puis à les vendre ensuite sur les marchés européens.

Les colonies jouent un rôle positif sur l'emploi et la production métropolitaine

Les colonies sont également un débouché pour l'industrie britannique et une source induite d'emploi national : « Chaque personne envoyée dans les colonies avec des nègres et des outils pour y travailler, employant ordinairement dans nos îles 8 ou 10 noirs avec elle sur chaque habitation, on peut compter que chaque Anglais habitant à la Jamaïque ou à la Barbade, fournit de l'emploi à quatre hommes en Angleterre, tant par les provisions, habits et ameublements qu'ils consomment, qu'en matelots et autres gens employés à préparer les matériaux nécessaires pour bâtir, ravitailler et équiper les vaisseaux qui servent au transport de toutes ces choses »⁶². Cette analyse est également défendue par Pollexfen : « Notre commerce avec les colonies de l'Inde occidentale nous ôte aussi bien des produits artisanaux que de grandes quantités de produits manufacturés »⁶³. En définitive ces auteurs souhaitent un développement économique de ces régions qui puissent leur servir de débouché : sans activité, pas de marché et sans marché pas d'échange possible au profit de la métropole, l'exemple à ne pas suivre étant les colonies espagnoles où les colons ont plutôt privilégié l'exploitation des mines d'or et d'argent. Or cette exploitation « fait qu'ils négligent en grande partie de cultiver la terre, et de lui faire produire des denrées qui pourraient leur procurer une bien plus grande navigation, leur occuper un bien plus grand nombre d'hommes tant par terre que par mer »⁶⁴. Ces auteurs prennent conscience que le développement économique des nouvelles régions enrichira plus l'Angleterre que les simples actions de prédation.

Le rôle des colonies dans l'approfondissement du marché intérieur

Tout au long du XVI^e et du XVII^e siècles, la thèse de la balance excédentaire du commerce prédomine. Elle implique une condamnation plus ou moins unanime des importations de produits de luxe⁶⁵. On pense qu'il est plutôt nécessaire de réduire la consommation intérieure, et de développer les exportations de produits finis, pour augmenter le trésor royal. Or on assiste à un début de prise de conscience de l'impact de la demande dans la dynamique économique : « C'est grâce à la mode vestimentaire et à la vie urbaine que le Royaume de France s'est enrichi »⁶⁶. De même, l'Angleterre est de plus en plus perçue comme un grand marché qu'il faut approvisionner, en satisfaisant une demande intérieure animée par l'envie, l'émulation, la prodigalité et l'amour du luxe : « Le principal stimulant du commerce, ou plutôt de l'activité et de l'ingéniosité, sont les appétits exorbitants des hommes qu'ils essaient de satisfaire par leur travail »⁶⁷. Le luxe n'est plus rejeté et condamné, car il constitue un aiguillon pour toute l'industrie⁶⁸. Pour un certain nombre de mercantilistes, les importations de produits étrangers se justifient « parce qu'ils éblouissent le peuple avec leurs nouveautés et encouragent l'industrie par l'envie des choses »⁶⁹. C'est notamment la position de Barbon⁷⁰, de Cary⁷¹ et de Thomas⁷². Pour ce dernier les biens de luxe étrangers ne sont pas la source du

péché mais : « de véritables aiguillons à la vertu, au courage et à l'élévation de l'esprit aussi bien qu'une juste récompense du travail »⁷³. Or les colonies peuvent aussi fournir un certain nombre de ces biens de luxe, à titre principal, sans craindre d'affecter par ailleurs, la balance du commerce. En effet, comme le souligne Davenant, « cet excès devient moins dangereux quand nous pouvons nous les procurer de pays éloignés et sous notre domination »⁷⁴.

Le renforcement des liens pour le seul profit de la nation : le point de vue de Child et de Davenant

Les colonies peuvent être d'un grand apport économique à la métropole, mais à condition que celles-ci restent dans un état de dépendance, que leurs productions ne rentrent pas en concurrence avec les productions nationales. Child et Davenant ne croient pas au risque de concurrence de ces régions à l'égard des manufactures du royaume, car ce sont des activités qui « nécessitent une pratique longue, en dehors de leur portée immédiate »⁷⁵ et par ailleurs : « Toutes nos colonies de l'Amérique, excepté la Nouvelle-Angleterre, produisent des denrées d'une nature différente de celle de ce royaume, telles que le sucre, le tabac, le cacao, le coton, le gingembre, différentes sortes de bois propres aux teintures »⁷⁶. Même si le risque de concurrence semble écarté, il faut dans tous les cas empêcher que la colonie puisse se développer au point de pouvoir atteindre son indépendance.

Cette idée de dépendance coloniale est dans un premier temps développée par Child dans *A New Discourse of Trade*. La politique coloniale est « de tenir ses colonies dans une espèce de sujétion et de dépendance envers la métropole »⁷⁷. Davenant va même plus loin dans cette direction puisque « les colonies devraient non seulement dépendre économiquement de leurs mère patrie »⁷⁸ mais il ne faudrait même pas leur enseigner l'art de la guerre, qui peut contribuer indirectement à leur émancipation à l'égard de la mère patrie : « Si nous devons cultiver chez eux l'art de la navigation et leur enseigner comment posséder une force navale, ils pourraient s'installer eux-mêmes et réaliser la plus grande part du commerce de biens précieux avec les Indes occidentales »⁷⁹.

Cette dépendance nécessite à son tour une condition réglementaire, le maintien des actes de navigation⁸⁰. Child, qui souhaite limiter les taxes sur le commerce avec les autres pays d'Europe⁸¹, est en revanche favorable à cette réglementation car il considère que c'est la seule façon de profiter du commerce avec ses propres colonies : « Si nos colonies n'étaient pas assujetties aux règles prescrites par l'acte de navigation, il en résulterait bientôt que l'avantage que nous retirons d'elles serait entièrement perdu pour la nation »⁸². Le libéralisme des défenseurs des colonies a ses limites ! ce libéralisme se trouve également, sérieusement affecté, quand les dirigeants de l'*East India Company* (notamment Mun, Child et Davenant) analysent les relations avec les colonies comptoirs.

2- Les avantages contestés des colonies comptoirs

Avec les pays asiatiques, le comptoir apparaît comme la structure de base du commerce, et en aucun cas, la première étape vers une colonisation traditionnelle. Il s'agit, selon Braudel⁸³, d'une colonisation purement marchande avec une occupation ponctuelle de territoires, à quelques exceptions près. Cette forme de colonisation est tout autant revendiquée par certains mercantilistes français et anglais car elle relève de la volonté d'échapper initialement au monopole vénitien et génois, dans l'approvisionnement national en épices et soie d'Orient. Elle présente de nombreux autres avantages et, en particulier, celui d'ouvrir la voie à

l'enrichissement monétaire, sans que d'importants investissements matériels et humains soient nécessaires.

À la différence de la colonisation de peuplement, la colonie comptoir ne participe pas à l'enrichissement de la nation sur la base d'une production territoriale, mais sur la base d'investissements plus immatériels : capacité à maîtriser les réseaux d'échanges, capacité à maîtriser la mer, capacité à négocier avec les autorités des pays où peuvent être érigés des comptoirs, capacité à implanter les bons comptoirs aux bons endroits... Cette analyse s'appuie sur l'exemple hollandais. Un certain nombre d'auteurs montrent que ce pays est devenu le plus riche et devenu le premier pays du monde, par le seul commerce de réexportation, grâce à l'action de leur *Verenigde Oost Indische Compagnie*⁸⁴. Comme le note, par ailleurs, l'explorateur anglais Walter Raleigh en 1596 : « qui tient la mer, tient le commerce du monde, qui tient le commerce du monde, tient la richesse du monde, qui tient la richesse du monde, tient le monde lui-même »⁸⁵. Cette conception où l'autosuffisance ne serait plus un élément essentiel de puissance du pays est de plus en plus répandue, dès le milieu du XVII^e siècle. La richesse se déterritorialise. Ce qui devient de plus en plus important, comme le souligne Fourquet, en des termes plus modernes, c'est la maîtrise des réseaux mondiaux de l'information économique : « Il (Amsterdam ou Londres) sait où et quoi acheter, à qui vendre, il connaît les marchés d'approvisionnement et les marchés de débouchés »^{86 87}.

Cette nouvelle forme d'expansion coloniale présente la particularité d'être conduite sous l'autorité et la responsabilité de grandes compagnies privées, auxquelles un monopole est accordé. L'exemple est donné par l'Angleterre, qui crée l'*East India Company*, par une décision de la reine Elizabeth en 1600, puis par les Provinces Unies en 1602 avec la VOC. En France, après plusieurs tentatives avortées, Colbert crée la Compagnie orientale de France, en grande partie avec des ressources publiques.

Cette autre forme d'expansion coloniale ne va pourtant pas de soi puisqu'elle doit faire face à de nombreuses critiques. Dès le début du XVII^e siècle, se pose la question du « drain » monétaire. Ensuite, dans la deuxième moitié du siècle, ce type de commerce doit affronter une double critique, protectionniste d'une part, et libérale d'autre part. L'intérêt de ces débats est qu'ils ont contribué à l'émergence d'un nouveau concept (balance globale) et d'une nouvelle théorie du commerce international, plus proche de l'analyse libérale du XVIII^e siècle que de l'analyse mercantiliste traditionnelle.

A- Les colonies de comptoir ou comment détrôner la suprématie hollandaise : l'analyse des mercantilistes français

À la différence de Bodin, de Montchrétien ou de Vauban, ce qui intéresse un auteur comme Richelieu, dans les relations entre la France et le Canada, c'est exclusivement l'économie d'or et d'argent réalisée dans le commerce, et notamment dans celui des « pelleteries [...] qui est d'autant plus utile que l'on n'y porte point d'argent et qu'on le fait en contre échange des denrées, qui ne dépendent que de l'art des ouvriers »⁸⁸. Sa philosophie prend plus de relief encore quand il envisage les relations avec l'Afrique (Côte de Guinée), à propos desquelles, il exprime clairement que les échanges réalisés sont de nature inégale au profit de la France : « On n'y porte que de la quincaillerie, des canevas et de méchantes toiles et on en retire de la poudre d'or que les nègres donnent en échange »⁸⁹. Pour Richelieu, la constitution d'un empire colonial aurait pour conséquence de se replier sur une France élargie, et de renoncer à une autre forme de puissance bien supérieure : la maîtrise des courants

d'échanges internationaux, nouvelle source de richesse, mais aussi la capacité à créer des rapports d'échanges inégaux. Il serait inutile, selon Richelieu, d'établir une colonisation plus sédentaire dans ces pays avec lesquels on peut commercer.

L'attitude de Colbert est en revanche plus nuancée, puisqu'il a défendu l'existence de colonies de peuplement, même s'il partage également la conception de Richelieu. L'intérêt des comptoirs, comme le rappelle Colbert à un dirigeant de la Compagnie dans une lettre de 1669, est de pouvoir établir un commerce de produits « qui font la richesse et la puissance des Etats qui y ont porté leur commerce »⁹⁰. Dans une lettre à A. Gueston, directeur de la Compagnie, Colbert précise ce qu'il attend de ce représentant du Roi : « Vous ne devez point avoir d'autre vue en ce pays-là (il s'agit de l'Inde) que celle du commerce, vous appliquer tout de bon à bien connaître les marchandises qui peuvent être d'un bon débit en Europe, chercher tous les moyens possibles de les avoir à bon marché et les bien assortir, faire les mêmes réflexions sur celles que vous pouvez tirer d'ici et qui peuvent être de débit dans les Indes, bien établir vos comptoirs dans tous les lieux qui peuvent apporter du profit [...] et en un mot, prendre en tout le véritable et seul esprit du commerce »⁹¹. Les activités commerciales, dans cette partie du monde, portent dans la plupart des cas sur des produits comme la cannelle, le poivre, le clou de girofle ou la noix de muscade qu'on achète pour revendre ensuite, soit sur le marché national, soit sur le marché européen. L'objectif est bien entendu de ne plus dépendre des Hollandais pour l'importation de ces produits : « Il est facile de conclure qu'autant que nous pourrons retrancher les gains que les Hollandais font sur les sujets du roi et la consommation des marchandises qu'ils nous apportent, autant augmenterons-nous l'argent comptant qui doit entrer dans le royaume par le moyen de nos denrées nécessaires [...] nous pouvons tirer la même conséquence à l'égard des marchandises d'entrepôt, c'est-à-dire, celles que nous pourrions aller prendre dans les Indes Orientales et Occidentales »⁹², et selon les principes mercantilistes, de favoriser les entrées de métaux précieux, et d'en éviter les sorties.

B- En Angleterre, dans les premières décennies du XVII^e siècle, le débat reste dominé par la question du « drain » monétaire

a- La polémique Malynes-Misselden sur le rôle du commerce avec les Indes orientales dans la crise économique de 1620

Le commerce établi avec les Indes orientales dès le début du XVII^e siècle par l'intermédiaire de l'*East India Company* fait l'objet d'une vive polémique entre deux grands représentants du mercantilisme anglais : Malynes, Misselden. Cette polémique naît suite à la crise que traverse l'Angleterre dans les années 1619-1620, et dont une des manifestations les plus claires est la pénurie d'espèces monétaires. Pour Malynes, les espèces monétaires envoyées aux Indes orientales expliquent le manque de monnaie dans le pays. Misselden⁹³ ne conteste pas ce point : l'argent employé dans ce commerce est à l'origine d'importations de produits tels l'indigo, les calicots, les épices, et donc à l'origine de sorties d'argent. Cependant, ce commerce permet de supplanter les marchands perses ; il est à l'origine d'un commerce de réexportation dans tout le reste du monde et il favorise l'utilisation de navires anglais, il encourage leur construction et l'emploi de marins et d'artisans en grand nombre. Il demeure enfin un excellent moyen de progresser dans l'art de la navigation et dans l'emploi des pauvres⁹⁴. Le gain économique en termes de production et d'emploi et le gain monétaire apparaissent bien supérieurs aux inconvénients que ce commerce peut engendrer. Aussi doit-il être encouragé.

b-Thomas Mun : la défense du mercantilisme à travers la défense de l'*East India Company* et le concept de « *Balance of Trade* »

Mun autre dirigeant important de l'*East India Company* prend naturellement le parti de Misselden contre Malynes, et expose avec conviction et précision, en quoi le commerce avec les Indes orientales est une activité enrichissante pour le royaume, malgré les sorties d'or et d'argent qu'elle occasionne. Dans ses pamphlets publiés en 1621 et 1664⁹⁵, non seulement il va prendre la défense de la Compagnie des Indes, soumise à de nombreuses critiques, mais il va développer une conception intéressante des relations commerciales et financières, à partir de la balance du commerce. Il conteste tout d'abord l'idée que l'exportation de numéraire est préjudiciable pour l'économie. Son interdiction ôterait toute occasion de faire du commerce, et donc d'enrichir la nation : « Si nos marchandises étaient déficitaires en valeur par rapport aux marchandises étrangères, notre monnaie devrait être exportée »⁹⁶. Il considère à l'instar des auteurs de son époque, que seul le commerce extérieur est source de richesse, à condition bien sûr qu'il soit excédentaire. Cet excédent monétaire, pour être source d'enrichissement continu, doit être réutilisé dans le circuit monétaire international⁹⁷ : « C'est par une conversion continuelle et régulière de l'un en l'autre que l'on s'enrichit »⁹⁸ c'est-à-dire dans le commerce d'entrepôt.

Certes, Mun reconnaît dans un premier temps que le commerce avec les Indes est déficitaire dans l'absolu puisqu'il apparaît difficile de vendre sur les marchés orientaux des produits européens, alors même que les Européens, les Anglais en particulier, souhaitent consommer de plus en plus de produits en provenance de ces parties du monde, d'où une sortie nette d'argent. Mais Mun montre qu'il ne faut pas seulement comptabiliser les sorties et les entrées d'argent qui s'effectuent entre deux pays (Angleterre et Inde), car il faut plutôt comptabiliser toutes les sorties et entrées d'argent, entre tous les pays avec lesquels l'Angleterre commerce. C'est le solde global du commerce extérieur qui mesure le degré de réussite et d'enrichissement ou d'appauvrissement d'une nation, et non le solde partiel entre deux pays en particulier.

Dans un deuxième temps, il montre que les importations en provenance d'Inde sont à l'origine d'un commerce de réexportation, enrichissant pour la Grande-Bretagne. Ce commerce est en mesure de supplanter le commerce terrestre qui était aux mains des Turcs, qui servaient d'intermédiaires entre l'Europe et l'Orient. La voie directe que représente le commerce maritime permet d'importantes économies : « Ainsi par le détail et les sommes de ces comptes, il apparaît clairement que l'achat de ces quantités de soie grège, d'indigo et d'épices peut se faire aux Indes pour près du tiers de la somme en espèces que l'on avait coutume d'envoyer en Turquie pour se les procurer. Si bien que l'on épargne chaque année la valeur de 953. 543 £. en espèces »⁹⁹. Ensuite, ces achats doivent être à l'origine d'un nouveau commerce entre l'Angleterre et l'Europe : c'est l'étape de la réexportation des produits achetés en Inde, à destination en grande partie du continent. Pour montrer que la nation s'enrichit, il faut bien distinguer les biens importés et consommés sur place, et les biens importés et réexportés sur le continent : « Il y a dans ces produits indiens une semblable faculté de nous procurer d'autres sommes en espèces à rapporter dans notre royaume »¹⁰⁰.

Mun montre aussi que le commerce avec l'Inde est profitable à l'Angleterre, bien au-delà d'un simple excédent commercial¹⁰¹, en termes d'emploi national, en termes de production (construction navale), en termes de transformation de produits de base, importés et utilisés comme matière première par les industriels britanniques, puis revendus sur le marché européen. C'est le cas des colorants importés qui stimulent les opportunités d'emploi dans le

travail du textile, c'est aussi le cas des soies brutes importées, qui favorisent l'emploi dans une activité productive nationale nouvelle, l'activité de tissage : « Nous obtenons par les marchandises indiennes plus que les Indiens eux-mêmes, [...] Je me souviens d'une augmentation réelle de notre industrie de voile et de cordage seulement à partir de soie brute, qui il y a 35 ans à ma connaissance n'employait pas plus de 300 personnes dans le centre ville et les environs de Londres, où à présent se sont mis au travail plus 14 000 âmes »¹⁰². Les sorties d'or et d'argent sont ainsi perçues non pas comme une perte, mais comme une sorte d'investissement, d'avance faite pour le développement des manufactures et du commerce d'exportation britannique. Ainsi, pour conclure : « Ce n'est pas par conséquent en gardant de l'argent dans le royaume mais c'est par le besoin et l'usage de nos marchandises dans les pays étrangers et notre désir de leurs marchandises qui cause la vente et la consommation de part et d'autre, que se produit un commerce rapide et ample »¹⁰³.

C- Nouveaux débats, nouveaux enjeux : la querelle des toiles peintes (*Calico controversy*)

a- L'intérêt économique national du commerce avec les Indes orientales est supérieur aux intérêts particuliers

D'importantes critiques ont été faites à l'encontre des activités de la Compagnie des Indes, au cours des dernières décennies du siècle. Les unes portent sur la concurrence préjudiciable des produits indiens à l'encontre des « lainiers ». Les autres portent sur les privilèges accordés à l'*East India Company*, jugés exorbitants. Face à cet ensemble de critiques, Child puis Davenant, tous deux impliqués dans la gestion de la Compagnie des Indes en tant que dirigeants, développent une double argumentation, à la fois pour s'opposer aux défenseurs du protectionnisme, et pour s'opposer aux partisans d'une plus grande ouverture du commerce avec les Indes en faveur d'autres agents économiques. La défense du *statu quo* repose sur des arguments en termes de rentabilité et d'intérêt national.

Un commerce hautement rentable

Child reprend tout d'abord l'argumentation de Mun : « Personne ne soutiendra que l'Angleterre perde dans le commerce des Indes [...] c'est encore le plus avantageux que la nation fasse aujourd'hui »¹⁰⁴ et pourtant la Compagnie importe beaucoup plus de marchandises qu'elle n'en exporte dans ce pays. Les pertes en or et en argent sont finalement largement récupérées par les ventes faites sur les marchés européens : « Ces marchandises que nous transportons dans les pays étrangers où nous les vendons, font rentrer en argent dans le Royaume, par leur produit, plus de six fois la valeur des sommes que la Compagnie en a fait sortir »¹⁰⁵. Davenant partage le même constat puisqu'il est clairement convaincu qu'en général, « le commerce avec l'Inde Orientale est grandement bénéfique pour l'Angleterre »¹⁰⁶. Ce commerce induit de nombreux courants d'échanges commerciaux en Europe¹⁰⁷ ; en effet, : « En transportant vers d'autres places, les marchandises rapportées d'Inde, nous augmentons par tout notre commerce, et obtenons un excédent de notre balance, soit en marchandises étrangères soit en or et argent. En Hollande nous échangeons notre soie brute et nos calicots contre leurs épices, avec des produits indiens, nous pouvons acheter à un meilleur taux en Allemagne, les toiles de lin de Silésie, de Saxe et de Bohême. En temps de paix, nous faisons et nous pouvons avoir plus de trafic avec la France, pour nos produits indiens contre des produits de luxe, qui proviennent très souvent de là ; et par conséquent, nous pouvons obtenir une meilleure balance en notre faveur »¹⁰⁸. Enfin ce commerce favorise la production et l'emploi nationaux ; on utilise notamment un nombre important de bateaux, estimés entre 25 et 30 et l'emploi de nombreux marins (60 à 100 par équipage). À l'appui de leur

raisonnement, c'est encore l'exemple de la Hollande qui revient le plus souvent : selon ces auteurs, les Hollandais se sont essentiellement enrichis en étant les rouliers du monde : « Ils essaieront toujours d'être les premiers rouliers du monde comme ils l'ont été durant de nombreuses années »¹⁰⁹.

La relativisation des arguments concernant le « drain » monétaire

Face à la principale critique que les opposants à ce commerce avaient déjà formulée (le « drain » monétaire), les auteurs ne répondent pas en pensant que, au bout du compte, une fois les marchandises écoulées, le stock d'or et d'argent augmenterait¹¹⁰. Ils pensent cependant que l'essentiel, n'est pas de considérer cette accumulation comme une fin en soi. L'important, c'est tout d'abord, l'usage répété de ces espèces, et non leur montant : « Ce n'est pas une grosse somme, employée deux ou trois dans le commerce qui doit être retenue dans le royaume, ni qui permet à la nation d'atteindre en général ces avantages par la fortune que quelques marchands peuvent obtenir eux-mêmes par adresse et bonne conduite [...] mais c'est un grand trésor employé dans ce circuit avec un débit constant et régulier qui doit enrichir l'Angleterre et non pas quelques ventes faites par des mouvements hasardeux et de façon variable »¹¹¹. L'accumulation d'or et d'argent n'est plus l'objectif premier. Il s'agit avant tout de développer les activités commerciales, de répondre à une demande croissante en produits nouveaux, et indirectement de favoriser les activités manufacturières, l'emploi sur le sol britannique et dans le secteur de la marine. Certes, ces auteurs ont bien noté l'existence d'une balance globale déficitaire de leur pays, mais ils considèrent définitivement que : « La monnaie est la servante du commerce »¹¹².

Un commerce libre qui défend les intérêts nationaux

Davenant admet bien le problème que peut poser l'existence d'une consommation excessive de ces biens de luxe, susceptible d'alimenter le commerce, et le problème du « drain » qui en découle : « Si toute l'Europe par un accord commun était d'accord pour ne plus avoir d'autres dons de ces régions, ce côté du monde par une telle résolution permettrait d'économiser une et somme importante et régulière au trésor »¹¹³. Mais il écrit également que, « comme le pain est le soutien de la vie, les manufactures de laine sont le principal aliment du corps politique »¹¹⁴. Cependant il développe des arguments plus théoriques dans le prolongement des analyses de Child pour qui, rappelons-le : « La liberté et la propriété tendent à augmenter le commerce »¹¹⁵. En effet il défend l'idée générale que le commerce ne peut être limité ou alourdi par des taxes. Surtout il va montrer que le commerce des calicots, loin d'être préjudiciable à l'économie britannique, lui est profitable à double titre. D'une part, la concurrence devrait faire baisser le prix des produits lainiers¹¹⁶, jouant le rôle de stimulant, idée largement partagée par de nombreux défenseurs de la Compagnie¹¹⁷. Ensuite Davenant expose un début de thèse sur les avantages de la spécialisation de chaque pays. Si on ne produit pas un bien dans de meilleures conditions qu'il n'est réalisé dans un autre pays, il est préférable de l'acheter et de concentrer tous ses efforts sur les activités à propos desquelles, on dispose d'un avantage sur les autres nations. En fait, l'intérêt est d'acheter à meilleur marché ce que l'on ne peut pas produire dans des conditions identiques, et de vendre en plus grande quantité, des biens que les autres nations sont incapables de vendre à aussi bon marché : « Si le peuple d'Angleterre veut et est content de porter des soies indiennes [...] à propos desquelles le coût initial n'est pas au-dessus d'un quart de leurs propres marchandises qui sont en vente ici, et si par conséquent ils ne sont pas en mesure d'exporter autant de leurs propres marchandises, quel que soit ce qui est économisé, c'est un gain clair pour le royaume en général »¹¹⁸.

Aussi, les projets de loi qui souhaitent limiter les entrées de cotonnades indiennes, voire interdire le port des soies indiennes, les soies de Perse, du Bengale et les calicots teints et imprimés sont « totalement destructeurs et très préjudiciables pour le royaume »¹¹⁹. Leur interdiction ferait que l'Angleterre les achèterait sur les marchés européens et donc que le coût en serait plus élevé. Les Hollandais en profiteraient pour prendre la place vacante : « Les Hollandais en ce moment, sont très puissants en Inde, ils ont de très nombreux et excellents forts et châteaux bien fournis et d'importantes colonies humaines ; et ils peuvent à n'importe quel moment, faire appel à 40 puissantes frégates, aussi il est admis que dans les circonstances présentes des affaires en Europe, ou avec la nature des alliances qui ont été contractées, c'est, sans aucun doute, dans leur pouvoir d'augmenter ce riche trafic entièrement en leur faveur et de nous chasser à tout jamais de ces pays »¹²⁰.

b- L'opposition protectionniste ou la dangereuse concurrence des comptoirs coloniaux

La principale critique au cours de cette période porte sur la concurrence et le préjudice que subissent les industriels anglais et les lainiers en particulier. Comme nous l'avons noté, la demande de produits textiles indiens est en pleine expansion, et concurrence directement les produits textiles anglais sur les marchés locaux. Child admet l'existence d'un réel préjudice à l'égard des lainiers, - certains manufacturiers de Gloucester et de Worcestershire avaient d'ailleurs déposé en 1674, une pétition contre les calicots indiens- mais il considère que leurs ventes sont toutefois en phase d'expansion : « Ils font et vendent plus de 20 fois la quantité de vêtements qui était fabriqués avant que la Compagnie fut érigée »¹²¹. Aussi ne comprend t-il pas cette vive opposition.

Bien que l'on admette progressivement la compensation des fuites en espèces, par des entrées liées au commerce de réexportation, certains opposants à ce commerce de comptoir, continuent à défendre l'idée d'un appauvrissement monétaire net. John Pollexfen, *Commissioner of trade and plantation*, grand défenseur de la cause des lainiers, est l'un de ces opposants¹²². Il juge ce commerce responsable d'une perte du trésor de 400 000 livres annuelles, en or et en argent. Plus généralement, le « commerce au loin » n'enrichit pas la nation¹²³. Mais la principale critique de Pollexfen faite à l'égard de ce commerce porte sur le préjudice supporté par les industries nationales : il favorise des goûts nouveaux, il est à l'origine de modes qui font périr les manufactures lainières. Pollexfen ne conteste pas le fait que les prix des produits lainiers soient peu compétitifs. Cependant, il demeure persuadé que le bas prix des cotonnades indiennes anéantira totalement l'industrie lainière britannique, car, note t-il, « le peuple ira vers les marchés les moins chers [...] celles (marchandises) qui proviennent d'Inde doivent être par ailleurs les moins chères »¹²⁴. Il ne partage pas non plus l'idée qui consiste à dire que l'importation des produits indiens bon marché, fera baisser les prix des produits anglais : « Devoir par conséquent envoyer notre argent en Inde pour acheter des biens fabriqués en Inde, à la place des nôtres, dans le but de faire baisser les prix de nos marchandises en rendant la laine et le travail bon marché est une fausse conclusion tirée de vrais principes »¹²⁵. Il insiste sur la liberté que l'on a, de ne pas ouvrir ses marchés, il rejette le principe d'échanges entièrement libres, qui conduit à la ruine de l'industrie nationale¹²⁶.

3- De l'opposition « libérale » à l'opposition aux colonies

A- L'opposition « libérale » ou les avantages de l'échange inégal

Un pamphlet anonyme *Considerations on the East-India Trade*, publié en 1701 et attribué à Henry Martyn, prend le contre-pied des analyses précédentes. Il conteste également le rôle de la Compagnie des Indes orientales dans le commerce « au loin ». Pour lui, en effet, le commerce avec l'Inde orientale est basé sur un échange inégal. L'échange d'or et d'argent contre des produits indiens est le meilleur moyen, selon l'auteur du pamphlet, de se procurer plus d'espèces, en nous rendant capables d'exporter, plus de produits manufacturés que nous aurions exporté, pour la même quantité d'argent : « Exporter de l'or contre des marchandises indiennes, c'est échanger une moindre valeur contre une plus grande valeur ; c'est échanger de l'or contre des biens manufacturés de plus grande valeur, non seulement pour le bénéfice du marchand mais aussi pour celui du royaume »¹²⁷. Ce commerce est même plus intéressant que la seule vente de produits manufacturés fabriqués en Angleterre à destination des marchés européens : « Ce commerce est un échange continuuel d'une faible quantité d'or contre plus de marchandises, il est par conséquent de tous les commerces, le plus à même d'augmenter, et plus rapidement, l'abondance en biens de luxe et en consommation, [...] il est par conséquent plus à même d'augmenter nos exportations »¹²⁸.

Dans un deuxième temps, l'auteur remet en cause les arguments protectionnistes en matière de production et d'emploi. Dans la controverse à propos des calicots, Martyn se prononce ouvertement contre les projets de lois de 1697 et de 1699. Le commerce avec les comptoirs indiens lui apparaît plus stimulant que destructeur pour l'industrie nationale : « Nous ne pouvons pas davantage nous appauvrir par un usage libre et indifférent de n'importe quel bien manufacturé »¹²⁹. Cette ouverture à la concurrence internationale est un puissant facteur de dynamisme pour l'industrie britannique : « En important à bon marché, le commerce avec l'Inde orientale peut réduire le prix des biens manufacturés anglais, toutefois, c'est un fait que les salaires des hommes ne seront pas abaissés »¹³⁰. Martyn pense que cette concurrence est un moyen de favoriser la recherche de progrès technique dans les manufactures, permettant, sans remettre en cause le niveau des salaires, d'économiser de la main-d'œuvre. La concurrence conduit à réduire les coûts de production via le progrès technique. Il admet que des industries doivent disparaître et donc des emplois, mais d'autres doivent se développer : « Ceux qui sont employés dans ces manufactures iront s'employer eux-mêmes dans d'autres manufactures »¹³¹. En revanche, employer des gens à faire des produits manufacturés qui pourraient être importés d'Inde, est une perte pour le royaume. C'est à une véritable division internationale du travail que nous conduit l'auteur. L'Angleterre a intérêt à se spécialiser d'autant plus que : « Aussi longtemps qu'un pays possède n'importe quelle chose que veut l'Angleterre, l'Espagne, l'or et l'argent d'Amérique, la Hollande les activités de pêche et autres commerces, la France le vin. Le travail anglais pourra être échangé contre d'autres »¹³².

Enfin, il convient, selon cet auteur, de poursuivre ce commerce en dehors de toute structure monopolistique. Le commerce organisé par des agents privés fonctionne selon « l'effet de la nécessité et de l'émulation, choses inconnues quand il n'y a qu'une seule compagnie »¹³³. Il est plus profitable à l'ensemble de la collectivité, même s'il l'est moins, au niveau de chaque marchand. Ainsi l'enrichissement est « d'un demi-million annuel plus important, aussi longtemps que ce commerce se développe par l'émulation de deux compagnies plutôt s'il se réduit à une seule compagnie par action »¹³⁴. Toutefois, Martyn n'exclut pas la question des infrastructures nécessaires à la réalisation de ce commerce, et en particulier, la construction de forts et d'établissements commerciaux. Il suggère un financement public et rejette l'argument de monopole « naturel » défendu par la Compagnie des Indes. Il défend plutôt l'idée que cet investissement public indispensable, peut être largement compensé par des revenus supérieurs (en raison d'un commerce plus important) provenant des droits de douane : « Ce dernier peut être mieux payé par un plus grand gain issu d'un commerce ouvert »¹³⁵.

B - L'opposition aux colonies : Petty et Coke

Face à des courants de pensée globalement acquis au commerce colonial, et à la colonisation de nouveaux territoires, une opposition minoritaire est constamment réaffirmée tout au long du XVII^e siècle¹³⁶. Coke, Roberts et Petty sont les représentants de cette pensée économique opposée à la colonisation.

a- La priorité au commerce maritime

Aussi bien pour Coke que pour Petty, les activités de commerce, et plus particulièrement de commerce extérieur, sont considérées comme les plus rentables : « On gagne plus par l'industrie que par l'agriculture et plus par le commerce que par l'industrie »¹³⁷. Mais c'est surtout le commerce maritime qui apparaît comme la l'activité la plus lucrative. Le commerce extérieur est le seul moyen d'enrichissement du royaume¹³⁸. Or, en Angleterre, la navigation est la seule façon de faire du commerce (à l'exception du commerce avec l'Écosse). Aussi la maîtrise des mers, surtout chez Petty, devient-elle le nouvel enjeu de puissance : « Ceux qui ont la suprématie de la navigation et de la pêche ont plus d'occasion que d'autres de fréquenter toutes les parties du monde [...] ils peuvent être les facteurs et les porteurs du monde du commerce entier »¹³⁹. Pour parvenir à cet enrichissement commercial, le commerce doit être libre. Aussi ces auteurs se montrent-ils hostiles aux actes de navigation¹⁴⁰. Coke en particulier est favorable à des relations commerciales libres (ce qui n'est pas tout à fait le cas pour Petty) car il partage le grand dessein d'un commerce international réunissant toutes les nations : « Nos colonies et l'Irlande également, se seraient mieux développées et enrichies par un commerce libre plutôt que par un commerce restreint ; et pour cette raison, le commerce de l'Angleterre aurait été beaucoup plus important si aucune restriction n'avait été mise en place par le biais des actes de navigation »¹⁴¹.

De par sa position géographique « Tous les points de l'Angleterre ne sont qu'à une moyenne de 12 miles de la mer »¹⁴², ce pays pourrait envisager un développement des échanges avec les colonies et avec l'Irlande car il serait très lucratif : les coûts de transport terrestre sont bien plus élevés que les coûts de transport maritime. Or, aussi bien Petty que Coke, émettent un grand nombre de réserves quant aux avantages des colonies, tant sur le plan démographique que sur le plan économique.

b-Le coût économique des colonies

En dépit de l'intérêt porté au commerce maritime, Coke et Petty se montrent globalement hostiles à la constitution d'un empire colonial. Des raisons démographiques sont évoquées¹⁴³ ainsi que des raisons économiques : Les colonies (de peuplement) coûteraient plus qu'elles ne rapporteraient. Pour Petty, les individus qui se sont installés en Nouvelle Angleterre auraient pu exploiter, cultiver dans de bien meilleures conditions, les terres d'Irlande, qu'ils ont finalement délaissées et condamnées de fait, à un niveau extrêmement faible de développement économique. Les colonies génèrent une augmentation des coûts collectifs de fonctionnement, sans aucune production supplémentaire, en raison de la dispersion des « forces vives » de la nation : « Cette même population, extrêmement dispersée, doit dépenser plus pour son gouvernement et sa protection que si elle vivait agglomérée et là où elle n'aurait pas à dépendre du vent, du temps et de tous les accidents de la mer »¹⁴⁴. Petty semble plus favorable à une union douanière avec les colonies, formant un marché unique, muni d'une réglementation homogène, en condamnant les taxes douanières entre les différentes régions

placées sous l'autorité de l'Angleterre¹⁴⁵. Malgré l'intérêt d'une telle union, il reste le problème majeur de la dispersion géographique, car la possession de colonies devient plus coûteuse que si la puissance était concentrée dans un espace plus réduit : « Tous les petits royaumes et les dominions, au lieu d'être une addition, sont véritablement une diminution »¹⁴⁶. Petty reprend les éléments de sa thèse sur les avantages de la concentration économique¹⁴⁷ et l'applique aux colonies. Enfin, il critique le régime de l'Exclusif qui ne bénéficie pas aux colonies. Ce système oblige à faire transiter par l'Angleterre, les produits à destination d'autres régions, les grevant au passage de droits de douane dissuasifs, sans parler des coûts de transport. Finalement, c'est sur la base d'un simple calcul économique coût-avantage, que Petty rejette le système colonial.

Conclusion

La formation de la pensée économique mercantiliste a coïncidé avec les débuts de l'expansion coloniale européenne. Cette concordance n'est toutefois pas le résultat du hasard. La théorie économique s'est, en effet, en partie construite sur la défense ou sur la critique du commerce avec les Indes orientales. Les très nombreux pamphlets publiés, sont le fait souvent de dirigeants des grandes compagnies commerciales (Misselden, Mun, Child, Davenant), les œuvres économiques sont aussi le fait d'hommes publics comme Colbert ou Richelieu, eux-mêmes très impliqués dans les affaires maritimes et coloniales. Les importants débats et échanges intellectuels que le fait colonial a suscités ont contribué de façon essentielle à l'émergence de concepts et de mécanismes inédits (balance globale, division internationale du travail...) et féconds, pour une science en construction. Inversement, les idées mercantilistes, qui reposent principalement sur les notions de pouvoir et de richesse, trouvent un appui quasi parfait dans le fait colonial, qu'elles justifient et qui représente une de leurs principales illustrations. Mais surtout, au cours XVII^e siècle, le débat sur les relations entre les métropoles et leurs colonies a ouvert la voie à une question beaucoup plus vaste, que le XVIII^e siècle a parfaitement bien traitée : faut-il appliquer les conceptions du libéralisme (naissant) aux relations entre les Etats et leurs colonies (avec notamment le rejet du système de l'Exclusif et la condamnation du monopole commercial des compagnies commerciales) ou bien, faut-il les réserver aux seules relations entre Etats souverains ? La pensée libérale qui s'est affirmée au cours du XVIII^e siècle, s'est en effet, appuyée, en partie sur les relations coloniales, pour montrer les limites d'une économie protégée et les effets positifs attendus de relations marquées par l'idée de liberté économique¹⁴⁸. En toile de fond, c'est bien le maintien de l'empire colonial qui est en question. Vauban avait implicitement soulevé la question, et au cours de ce nouveau siècle, le problème est posé de manière plus explicite. La conquête coloniale qui s'est illustrée dans un premier temps par des opérations de prédation et par la recherche d'un échange inégal a très vite débouché sur des problèmes de concurrence (*calico controversy*), sur des problèmes de coûts économiques jugés exorbitants. L'enrichissement tant attendu risquait aux yeux de certains économistes de se transformer en appauvrissement national. Aussi, en rendant aux colonies progressivement leur liberté, on pense créer les conditions d'un véritable développement économique chez ces dernières. En contrepartie, celles-ci apparaissent comme un important marché, très rentable pour les produits manufacturés européens. Cette nouvelle pensée économique n'annonce-t-elle pas la fin du premier empire colonial et le début de relations économiques d'un type nouveau ?

¹ Bartolomé Bennassar, « Vers la première ébauche d'une économie-monde » dans Pierre Léon [dir.], *Histoire économique et sociale du monde*, tome 1, *L'ouverture du monde XIV^e-XVI^e siècles*, Paris, Armand Colin, 1977, pages 416-426.

² Jean Meyer et alii, *Histoire de la France coloniale*, Paris, Armand Colin, 1991 ; Alain Huetz de Lempis « Boissons coloniales et essor du sucre », dans Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari [dir.], *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996, *op.cit.*, pages 629-641.

³ Jacques Brasseur, *Histoire des faits économiques*, Paris, Armand Colin, 1997, tome 1.

⁴ Marc Ferro, *Histoire des colonisations, des conquêtes aux indépendances XIII^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1994.

⁵ Jean Meyer et alii, *op.cit.*

⁶ Immanuel Wallerstein, *Le système du monde du XV^e siècle à nos jours*, tome 1, *Capitalisme et Economie-Monde, 1450-1640*, tome 2, *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie monde européenne 1600-1750*, trad. française, Paris, Flammarion, 1980 et 1984.

⁷ Lionel Rothkrug, *Opposition to Louis XIV, the political and social origins of the French Enlightenment*, Princeton, Princeton University Press, 1965.

⁸ Selon les mercantilistes, le pouvoir est source de richesse et la richesse source de pouvoir. La réalisation de l'un des objectifs est une façon de réaliser le deuxième objectif, cf. Jacob Viner, *The long view and the short view, Studies in Economic Theory and Policy*, Glencoe ill, The free press, 1958.

⁹ François Fourquet, *Richesse et puissance, une généalogie de la valeur*, Paris, La découverte, 1989.

¹⁰ Andrea Finkelstein, *Harmony and the Balance : An Intellectual History of Seventeenth-Century English Economic Thought*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000.

¹¹ Voir notamment, Jean Bodin, *Response aux paradoxes de Malestroit touchant l'enrichissement de toutes choses, et le moyen d'y remédier*, 1568, Rééd., Paris, Fayard, 1986, *op.cit.*, volume VI, pages 411-503 ; Jean Bodin, *Les six livres de la République*, Paris 1576, Rééd., Paris, Fayard, *op.cit.*, 6 volumes, 1986 ; Antoine De Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique*, Rouen 1615, Rééd., Genève, Droz, 1999 ; Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, printed for J. Hodges, on London-Bridge, London 1690 ; Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade", 1698, in *The Political and Commercial Works, Collected and Revised by Sir Charles Whitworth*. London, R. Horsfield, 1771, Reprint, Gregg Press 1967, *op.cit.*, volume II, pages 1-123 ; Sébastien Vauban, « Moyen de rétablir nos colonies d'Amérique et de les accroître en peu de temps » 1699, dans *Vauban, sa famille et ses écrits. Ses oisivetés et sa correspondance*, Paris, 1910.

¹² Thomas Mun, *A discourse of trade from England into the East* London, 1621, reprint New York, Augustus Mc Kelley, 1971 ; Thomas Mun, *England's treasure by forraign trade or the Ballance of our Forraign Trade is the Rule of our Treasure*, London, 1664, reprint New York, Augustus Mc Kelley, 1965 ; Charles Davenant, "An essay on the east India trade", London, 1696, in *The Political and Commercial Works, Collected, op.cit.*, volume I, pages 85-123 ; Josiah Child, *A treatise concerning the East-India trade*, 1697, in Lars Magnusson, [ed.] *Mercantilism*, London, Routledge, 1995, 4 volumes, *op.cit.*, volume II, pages 27-54 ; Jean-Baptiste Colbert *Lettres, Instructions et Mémoires*, publiés par Pierre Clément, Paris, 1861-1882, 10 tomes ; Cardinal de Richelieu, *Testament Politique*, 1632-1638, Rééd., Paris, Editions complexe, 1990.

¹³ William Petty, *Political Arithmetick*, London, R. Clavel and H. Mortlock, 1690, in *The Economic Writings*, Edited by Charles Hull, Cambridge, Cambridge University Press, Reprint, New York, Augustus Mc Kelley, 1963, 2 volumes, *op.cit.*, volume I, pages 232-313 ; William Petty, *The political Anatomy of Ireland*, London, D. Brown and W. Rogers, 1691, in *The Economic Writings, op.cit.*, volume I, pages 121-230 ; Roger Coke, *A Discourse of Trade*, Printed for H. Brome, London, 1670, Reprint New York, Johnson Reprint Corporation, 1970.

¹⁴ Jean Bodin, *Response aux paradoxes de Malestroit, op.cit.*, page 418.

¹⁵ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique, op.cit.*, page 239.

¹⁶ Thomas Mun, *A discourse of trade from England into the East, op.cit.*, page 50.

¹⁷ Michel de Montaigne, *Essais*, 1580, Rééd., Paris, Gallimard, collection La Pléiade, 1950, Livre 1, titre du chapitre XXII.

¹⁸ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique, op.cit.*, page 177.

¹⁹ C'est nous qui soulignons.

²⁰ *Ibidem*, page 177.

²¹ *Ibidem*, page 177.

²² Jean Bodin, *Les six livres de la République, op.cit.*, volume V, page 64.

²³ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique, op.cit.*, page 24.

²⁴ William Petty, *Political Arithmetick, op.cit.*, volume I, pages 192-193.

²⁵ Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade" *op.cit.*, volume I, page 138.

²⁶ Jean Bodin, *Les six livres de la République, op.cit.*, volume VI, page 49.

²⁷ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique, op.cit.*, page 187.

²⁸ *Ibidem*, page 188.

- ²⁹ Sir G. Peckham, *A true report*, 1583, cité d'après Klaus Knorr, *British colonial theories, 1570-1850*, Toronto, University Press, 1944, 2nd édition 1963, *op.cit.*, page 42.
- ³⁰ Gerard de Malynes, *The Maintenance of Free Trade*, London, 1622, Reprint, New York, Augustus Mc Kelley, 1971, *op.cit.*, page 164.
- ³¹ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 197.
- ³² *Ibidem*, page 200.
- ³³ *Ibidem*, page 200.
- ³⁴ Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade", *op.cit.*, volume II, page 3.
- ³⁵ *Ibidem*, page 3.
- ³⁶ *Ibidem*, page 5.
- ³⁷ William Petyt [Anonyme, attribué à], *Britannia Languens*, Printed for Tho Dring, London 1680, Reprint in J.-R. McCulloch, *Early English Tracts on Commerce*, London 1856, Reprint, Cambridge University Press, 1954, pages 275-505, *op.cit.*, page 370.
- ³⁸ Cf. Klaus Knorr, *British colonial theories, 1570-1850*, *op.cit.*, page 73.
- ³⁹ Roger Coke, *A Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 43.
- ⁴⁰ *Ibidem*, page 33.
- ⁴¹ *Ibidem*, page 33.
- ⁴² Voir sur ce point, J. O. Appleby, *Economic thought and ideology in the seventeenth century England*, Princeton, Princeton University Press, 1978.
- ⁴³ Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade", *op.cit.*, volume II, page 3.
- ⁴⁴ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 201.
- ⁴⁵ *Ibidem*, page 233.
- ⁴⁶ La politique mercantiliste en règle générale favorise l'importation de matières premières, et décourage au contraire les importations de produits manufacturés. Ainsi les premières *corn laws* ont pour objectif d'autoriser l'exportation des blés, seulement en période d'abondance, et à condition que les exportations ne créent pas d'augmentation artificielle des prix. En Angleterre et en France par exemple, la laine ne pouvait être exportée car elle alimentait une industrie très florissante jusqu'au début du XVII^e siècle. De même, les marchandises nécessaires à l'exercice de la guerre, à la construction de navires (bois de charpente, pois, cordage...) ne pouvaient être exportées et leur importation était très encouragée. Le principe de protection fut appliqué d'abord aux biens qui étaient produits à l'intérieur du pays, puis étendu à ceux qu'on voulait produire, sur l'ensemble de cette question, cf. Eli Heckscher, *Mercantilism*, London, George Allen & Unwin, 1955, 1st édition 1931 ; Douglas Irwin, *Against the tide, An intellectual history of free trade*, Princeton University Press, 1996, *op.cit.*, pages 26-63.
- ⁴⁷ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique*, *op.cit.*, page 186.
- ⁴⁸ *Ibidem*, page 197.
- ⁴⁹ Voir sur ce point : C. W. Cole, *French Mercantilism doctrines before Colbert*, New York, Richard, R. Smith, 1931, *op.cit.*, page 158 ; Pierre Dockès, *L'espace dans la pensée économique*, Paris, Flammarion, 1969, *op.cit.*, page 121.
- ⁵⁰ Antoine de Montchrétien, *Traité de l'Economie Politique*, *op.cit.*, page 199.
- ⁵¹ *Ibidem*, page 200.
- ⁵² *Ibidem*, page 197.
- ⁵³ *Ibidem*, page 196.
- ⁵⁴ Colbert semble avoir atteint l'objectif démographique, puisqu'en 1685 il y a 12 373 habitants dont 5629 femmes, avec en moyenne 6. 2 enfants par maison (chiffres de Vauban cité par Jean Meyer et alii, *Histoire de la France coloniale*, *op. cit.*). Il y aura 19 315 habitants en 1714.
- ⁵⁵ Jean-Baptiste Colbert, *Lettres, Instructions et Mémoires*, *op.cit.*, volume III, page 393.
- ⁵⁶ Sébastien Vauban, « Moyen de rétablir nos colonies d'Amérique et de les accroître en peu de temps », *op.cit.*
- ⁵⁷ *Ibidem*, page 418.
- ⁵⁸ *Ibidem*, page 177.
- ⁵⁹ *Ibidem*, page 420.
- ⁶⁰ *Ibidem*, page 436.
- ⁶¹ Henry Robinson, *Certain proposals*, London, 1652, cité par Klaus Knorr, *British colonial theories, 1570-1850*, *op.cit.*, page 54.
- ⁶² Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 205.
- ⁶³ John Pollexfen, *A discourse of trade, coyn, paper credit*, London, 1697, *op.cit.*, page 86.
- ⁶⁴ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 410.
- ⁶⁵ Cf. Cosimo Perrotta, 'Is the mercantilist theory of the favourable balance of trade really erroneous?', *History of Political Economy*, 1991, volume 23 (2), pages 301-335.

- ⁶⁶ Nicholas Barbon, *A Discourse of Trade*, London, 1690, Reprint by Jacob H. Hollander, Baltimore, John Hopkins University, 1905, *op.cit.*, page 34.
- ⁶⁷ Dudley North, *Discourses upon Trades*, London, 1691, Reprint by McCulloch *Early English Tracts on Commerce*, *op.cit.*, page 528.
- ⁶⁸ J. O. Appleby, *Economic thought and ideology in the seventeenth century England*, *op.cit.* ; William Letwin, *The origin of scientific economics, the English economic thought 1660-1776*, London, Methuen, 1963.
- ⁶⁹ J.O. Appleby, *Economic thought and ideology in the seventeenth century England*, *op.cit.*, page 171.
- ⁷⁰ Nicholas Barbon, *A Discourse of Trade*, *op.cit.*, pages 35-36.
- ⁷¹ John Cary, *A Discourse concerning the East-India trade*, London, 1695, in Lars Magnusson, [ed.], *Mercantilism*, *op.cit.* volume II, pages 1-9.
- ⁷² Dalby Thomas, *An historical account of the West-India colonies*, 1690.
- ⁷³ Dalby Thomas, *An historical account of the West-India colonies*, cité par J.O. Appleby, *Economic thought and ideology in the seventeenth century England*, *op.cit.*, page 171.
- ⁷⁴ Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade", *op.cit.*, volume II, page 12.
- ⁷⁵ *Ibidem*, page 22.
- ⁷⁶ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 230.
- ⁷⁷ *Ibidem*, page 125.
- ⁷⁸ Charles Davenant, "Discourses on the public revenue and on the trade", *op.cit.*, volume II, page 8.
- ⁷⁹ *Ibidem*, page 9.
- ⁸⁰ Le *Staple Act* de 1663 réserve le commerce des colonies à la seule métropole, en obligeant les colonies à ne vendre et à n'acheter les produits qu'en Angleterre. Cette dépendance a aussi son pendant, puisque la plupart du temps est accordé sur les marchés nationaux un monopole aux produits coloniaux. Heckscher rapporte le cas du tabac, produit colonial, dont la production en Angleterre fut interdite dans l'intérêt même des colonies, cf. Eli Heckscher, *Mercantilism*, *op.cit.*, volume II, page 41.
- ⁸¹ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, page 78.
- ⁸² *Ibidem*, pages 124-125.
- ⁸³ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 1. *Les structures du quotidien*, 2. *Les jeux de l'échange*, 3. *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, *op.cit.*, volume III, pages 426-429.
- ⁸⁴ Cf. sur ce point, Michel Morineau, *Les grandes compagnies des Indes orientales, XVI^e-XIX^e siècles*, Paris, PUF, 1994.
- ⁸⁵ Cité par Roland Marx, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 1980.
- ⁸⁶ François Fourquet, *Richesse et puissance, une généalogie de la valeur*, *op.cit.*, page 175.
- ⁸⁷ Comme le note Cole, à propos de la politique coloniale de Colbert, en près de 20 ans, la connaissance plus assurée de la route des Indes, la capacité désormais acquise des marchands à mener à bien leurs affaires dans cette région, et la connaissance des mœurs et coutumes : « étaient des actifs qui ne figuraient pas dans un bilan mais qui représentaient une contribution substantielle pour les successeurs de Colbert », cf. C. W Cole, *Colbert and a century of French mercantilism*, New York, Richard Smith, 1939, 2 volumes, *op.cit.*, volume I, page 523.
- ⁸⁸ Cardinal de Richelieu, *Testament Politique*, 1633, 3^e édition, Amsterdam, 1638, Rééd., Paris, Editions complexe, 1990, *op.cit.*, page 114.
- ⁸⁹ *Ibidem*, page 114.
- ⁹⁰ Jean-Baptiste Colbert, *Lettres, Instructions et Mémoires*, *op.cit.*, volume III, page 467.
- ⁹¹ *Ibidem*, page 570.
- ⁹² Cité par Michel Deyon, *Le mercantilisme*, Paris, Flammarion, 1969, *op.cit.*, page 100.
- ⁹³ Edward Misselden, *The Circle of Commerce or the Ballance of Trade*, London, 1623, Reprint New York, Augustus Mc. Kelley, 1971.
- ⁹⁴ *Ibidem*, pages 34-36.
- ⁹⁵ Le pamphlet publié en 1664, c'est à dire 23 ans après sa mort, a été écrit avant 1628.
- ⁹⁶ Thomas Mun, *A discourse of trade from England into the East*, *op.cit.*, page 34.
- ⁹⁷ Ce circuit-là doit être considéré chez Mun comme le circuit du capital, cf. Philippe Steiner, in Alain Béraud et Gilbert Faccarello [dir.], *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La découverte, 3 Tomes, Tome 1 : *Des scolastiques aux classiques*, 1992, *op.cit.*, volume I, pages 116-121.
- ⁹⁸ Thomas Mun, *England's treasure by forraign trade or the Ballance of our Forraign Trade is the Rule of our Treasure*, *op.cit.*, page 16.
- ⁹⁹ Thomas Mun, *A discourse of trade from England into the East*, *op.cit.*, page 12.
- ¹⁰⁰ *Ibidem*, page 26.

- ¹⁰¹ Cf. P. J. Thomas, *Mercantilism and East India trade*, London, Frank Cass, 1963, *op.cit.*, page 12.
- ¹⁰² Thomas Mun, *England's treasure by forraign trade or the Ballance of our Forraign Trade is the Rule of our Treasure*, *op.cit.*, pages 10-11.
- ¹⁰³ *Ibidem*, page 17.
- ¹⁰⁴ Josiah Child, *A New Discourse of Trade*, *op.cit.*, pages 171-172.
- ¹⁰⁵ *Ibidem*, pages 172-173.
- ¹⁰⁶ Charles Davenant, "An essay on the East India trade", *op.cit.*, volume I, page 89.
- ¹⁰⁷ Ces arguments rejoignent en grande partie semble t-il les faits observés depuis par les historiens, puisque les biens manufacturés, en provenance d'Asie et réexportés sur les marchés européens, représentaient en 1699-1701 22.5% des exportations britanniques, cf., K. N. Chaudhuri, *The trading world of Asia and the English East India Company, 1660-1760*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, *op.cit.*, page 13.
- ¹⁰⁸ *Ibidem*, page 97.
- ¹⁰⁹ *Ibidem*, page 116.
- ¹¹⁰ Entre 1660 et 1700, la quantité d'argent exportée est d'environ 702 852 kg et la quantité d'or exportée est de 20 098 kg, cf. K. N. Chaudhuri, *The trading world of Asia and the English East India Company, 1660-1760*, *op.cit.*, page 177. L'Europe recevait les métaux précieux des mines d'Amérique et c'est ce métal-là que l'on réexportait. Il est de l'ordre de 15% en 1680, cf. Michel Morineau, *Les grandes compagnies des Indes Orientales*, *op.cit.*, page 48. Ce commerce vers les Indes pouvait difficilement être responsable d'une importante hémorragie. Mais par ailleurs, il est admis que le marché des régions asiatiques ne pouvait absorber les produits européens en très grande quantité, compte tenu des coûts de production, si bien que les métaux précieux servaient de moyen de règlement des échanges internationaux unanimement accepté.
- ¹¹¹ *Ibidem*, page 129.
- ¹¹² *Ibidem*, page 147.
- ¹¹³ *Ibidem*, page 11.
- ¹¹⁴ *Ibidem*, page 88.
- ¹¹⁵ Cité par P. J. Thomas, *Mercantilism and East India trade*, *op.cit.*, page 79.
- ¹¹⁶ Charles Davenant, "An essay on the East India trade", *op.cit.*, volume I, page 10.
- ¹¹⁷ Cf. William Barber, *British economic thought and India, 1600-1858*, Oxford, Clarendon Press, 1975.
- ¹¹⁸ Charles Davenant, *An essay on the East India trade*, *op.cit.*, volume I, page 102.
- ¹¹⁹ *Ibidem*, page 90.
- ¹²⁰ *Ibidem*, page 121.
- ¹²¹ Josiah Child, *A treatise concerning the East-India trade*, 1697, in Lars Magnusson, [ed.] *Mercantilism*, *op.cit.* volume II, page 38.
- ¹²² Voir sur ce point, P. J. Thomas, *Mercantilism and East India trade*, *op.cit.*
- ¹²³ Istvan Hont, "Free trade and the economic limits to national politics : neo-Machivelian political economy reconsidered", in John Dunn, [ed.], *The economic limits to moderns politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, *op.cit.*, page 96.
- ¹²⁴ John Pollexfen, *A discourse of trade, coyn, paper credit*, *op.cit.*, page 17-18.
- ¹²⁵ *Ibidem*, page 20.
- ¹²⁶ Istvan Hont, in John Dunn, [ed.], *The economic limits to moderns politics*, *op.cit.*, page 100.
- ¹²⁷ Pamphlet anonyme (attribué à Henry Martyn), *Considerations on the East-India Trade*, London, 1701, Reprint in J.-R. McCulloch, *Early English Tracts on Commerce*, *op.cit.*, page 556.
- ¹²⁸ *Ibidem*, page 573.
- ¹²⁹ *Ibidem*, page 578.
- ¹³⁰ *Ibidem*, page 588.
- ¹³¹ *Ibidem*, page 573.
- ¹³² *Ibidem*, page 582.
- ¹³³ *Ibidem*, page 561.
- ¹³⁴ *Ibidem*, page 566.
- ¹³⁵ Pamphlet anonyme (attribué à Henry Martyn), *Considerations on the East-India Trade*, cité par William Barber, *British economic thought and India*, *op.cit.*, page 60.
- ¹³⁶ Klauss Knorr, *British colonial theories, 1570-1850*, *op.cit.*, pages 59-62.
- ¹³⁷ William Petty, *Political Arithmetick*, London, R. Clavel and H. Mortlock, 1690, in *The Economic Writings*, volume I, page 256.
- ¹³⁸ Roger Coke, *A Discourse of Trade in Two Parts*, 1670, Reprint New York, Johnson Corporation, 1970, *op.cit.*, page 4.

¹³⁹ William Petty, *Political Arithmetick*, London, R. Clavel and H. Mortlock, 1690, in *The Economic Writings*, volume I, page 258.

¹⁴⁰ J. O. Appleby, *Economic thought and ideology in the seventeenth century England*, *op.cit.*, page 120.

¹⁴¹ Roger Coke, *A Discourse of Trade in Two Parts*, *op.cit.*, page 33.

¹⁴² William Petty, *Political Arithmetick*, London, R. Clavel and H. Mortlock, 1690, in *The Economic Writings*, *op.cit.*, volume I, page 293.

¹⁴³ Cf. *supra*.

¹⁴⁴ William Petty, *Political Arithmetick*, London, R. Clavel and H. Mortlock, 1690, in *The Economic Writings*, *op.cit.*, volume I, page 300.

¹⁴⁵ Alessandro Roncaglia, *Petty - The origins of Political Economy*, New York, M. E. Sharpe, INC 1985, *op.cit.*, pages 39-40.

¹⁴⁶ *Ibidem*, page 298.

¹⁴⁷ Un regroupement des activités et des hommes permettrait d'éviter les coûts de transport des marchandises du lieu de production au lieu de consommation. L'idéal chez Petty, note Dockès (dans *L'espace dans la pensée économique*, *op.cit.*, pages 137-141), serait un circuit économique court où toutes les activités seraient concentrées dans une seule ville. C'est une des raisons pour lesquelles Petty a imaginé la situation dans laquelle Londres compterait 4 690 000 habitants alors que le reste de l'Angleterre en aurait seulement 2 710 000 habitants.

¹⁴⁸ Cf. notamment, Christophe Salvat, *Formation et diffusion de la pensée économique libérale française : André Morellet et l'économie politique du XVIII^e siècle*, Thèse, Lyon, 2000 ; Daniel Diatkine [dir.], *Le libéralisme à l'épreuve*, *Cahiers d'économie politique*, 1996, n^{os} 27-28.